



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 25 janvier 2001

Pour être diffusé à 8 h 30

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

- **Écoute de la télévision, automne 1999**

À l'automne 1999, le nombre estimé des heures d'écoute de la télévision a atteint son plus bas niveau depuis deux décennies; les téléspectateurs de presque toutes les provinces ont passé moins de temps devant le petit écran. En moyenne, ils ont écouté la télévision pendant 21,6 heures par semaine, un chiffre bien en deçà du sommet de 23,5 heures atteint en 1988.

2

- **Dépenses publiques consacrées à la culture, 1998-1999**

Les dépenses publiques estimatives totales au chapitre de la culture ont augmenté durant l'exercice 1998-1999, après quatre baisses annuelles consécutives. Les trois ordres d'administration publique ont consacré au total environ 5,7 milliards de dollars à tout ce qui touche la culture, depuis les bibliothèques et les musées jusqu'aux parcs naturels, en passant par la radiodiffusion. En dollars constants, les dépenses se sont accrues de 2,3 % par rapport à 1997-1998.

6

AUTRES COMMUNIQUÉS

Acier en formes primaires, semaine se terminant le 20 janvier 2001	9
Contreplaqués de construction, novembre 2000	9
Scieries et ateliers de rabotage, novembre 2000	9
Catalogue de la géographie de 1997, recensement de 1996	9

NOUVEAUX PRODUITS



COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

Écoute de la télévision

Automne 1999

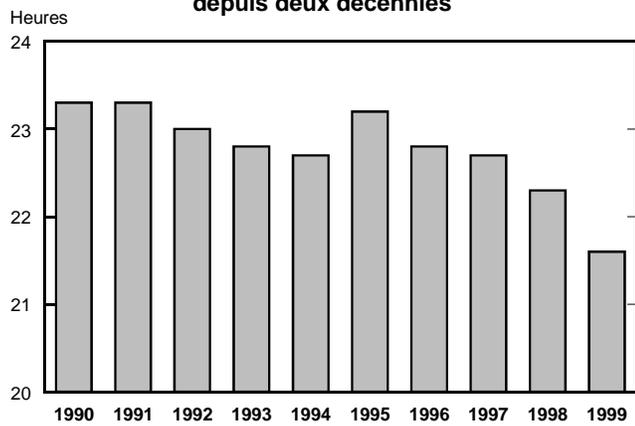
À l'automne 1999, le nombre estimé des heures d'écoute de la télévision a atteint son plus bas niveau depuis deux décennies; les téléspectateurs de presque toutes les provinces ont passé moins de temps devant le petit écran.

En moyenne, les Canadiens ont écouté la télévision pendant 21,6 heures par semaine, presque une heure de moins que la moyenne enregistrée en 1998 et bien en deçà du sommet de 23,5 heures atteint en 1988.

Le nombre d'heures d'écoute de la télévision a diminué dans toutes les provinces sauf à Terre-Neuve et en Colombie-Britannique, où de légères hausses ont été enregistrées. Sur le plan de la démographie, tous les groupes d'âge des deux sexes ont moins écouté la télévision.

Une partie de ces baisses peut être attribuable au fait que la fréquentation totale des cinémas a augmenté pour une septième année consécutive en 1998-1999, enregistrant un sommet de 112,8 millions de visites, un chiffre jamais atteint en 38 ans et en hausse de 12 % par rapport à l'année précédente. Les Canadiens sont aussi de plus en plus branchés à Internet. En 1999, environ 42 % des ménages comprenaient au moins un utilisateur régulier d'Internet, en hausse par rapport à 36 % en 1998.

À l'automne 1999, le nombre d'heures d'écoute de la télévision a atteint son plus bas niveau depuis deux décennies



Les téléspectateurs ont consacré près des deux tiers de leur temps d'écoute aux émissions étrangères (largement américaines). Parmi tous les genres

Note aux lecteurs

Le projet *Télévision* du Programme de la statistique de la culture est une entreprise conjointe de la Division des analyses de marché du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), de la Direction de la politique des services de diffusion de Patrimoine canadien et de Statistique Canada.

La Banque de données sur l'écoute de la télévision de Statistique Canada est constituée de fichiers provenant de plusieurs sources. Les données de base sur l'écoute proviennent de Sondages BBM et comprennent les caractéristiques démographiques des répondants à l'enquête ainsi que la grille horaire de la plupart des stations de télévision dont le signal est capté au Canada.

Le personnel du CRTC établit un fichier où sont codées les caractéristiques de chaque émission diffusée au cours de la période visée par l'enquête. Voici les principales caractéristiques abordées: le contenu (nouvelles, émissions d'affaires publiques, dramatiques, émissions sur la religion, etc.), la langue, le pays d'origine et le pourcentage de contenu canadien. Le fichier définitif, conservé par Statistique Canada, indique également le réseau d'affiliation et l'emplacement géographique de chaque station de télévision.

L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de Canadiens âgés de deux ans et plus. Les données sur l'écoute de chaque répondant portent sur sept jours consécutifs et ont été recueillies au moyen d'un questionnaire de type journal au cours de quatre semaines durant la période du 21 octobre au 24 novembre 1999.

Un autre organisme, Nielsen Media Research, produit aussi des données sur l'écoute de la télévision. Ce dernier utilise des compteurs électroniques comme méthode de cueillette de données sur une base annuelle. Les résultats de cette méthodologie alternative peuvent produire des moyennes qui diffèrent des résultats de base produits par BBM.

d'émission, la catégorie regroupant les drames et comédies est celle qui a été la plus écoutée, suivie des émissions d'actualités et d'affaires publiques.

C'est au Québec et à Terre-Neuve qu'on écoute le plus la télévision

Les Québécois ont depuis longtemps déclaré le plus grand nombre d'heures passées devant la télévision. À l'automne 1999, ils ont indiqué une moyenne de 24,7 heures d'écoute par semaine. Cette popularité est encore plus grande chez les francophones du Québec. Ces derniers ont écouté la télévision pendant 25,5 heures en moyenne par semaine, ce qui représente près de cinq heures de plus que la moyenne des anglophones du Québec et quatre heures de plus que celle de l'ensemble des Canadiens.

Cependant, le temps d'écoute des Québécois a diminué par rapport à 1998, alors que Terre-Neuve

a enregistré une légère hausse. Somme toute, les habitants de ces deux provinces ont déclaré presque la même moyenne d'heures d'écoute hebdomadaire à l'automne 1999. La moyenne d'heures d'écoute la plus faible a été enregistrée en Alberta (19,6 heures par semaine).

Ce sont les plus jeunes qui consacrent le moins de temps à écouter la télévision

Comme l'ensemble de la population, tous les groupes d'âge des deux sexes ont indiqué des baisses de leur moyenne d'heures d'écoute de la télévision. Cependant, la proportion des baisses a varié largement d'un segment démographique de la population à l'autre.

Nombre moyen d'heures d'écoute hebdomadaire de la télévision

	Automne 1990	Automne 1998	Automne 1999	Automne 1998 à automne 1999	Automne 1990 à automne 1999
	var. en %				
Population totale	23,1	22,3	21,6	-3,1	-6,5
Enfants de 2 à 11 ans	19,2	16,6	15,5	-6,6	-19,3
Adolescents de 12 à 17 ans	16,9	15,9	15,5	-2,5	-8,3
Hommes de 18 à 24 ans	16,3	14,3	13,8	-3,6	-18,1
Hommes de 25 ans et plus	23,3	22,3	21,7	-2,8	-7,4
Femmes de 18 à 24 ans	20,8	17,6	17,6	-	-18,2
Femmes de 25 ans et plus	27,3	27,4	26,4	-3,8	-3,4

- Néant ou zéro.

Parmi tous les groupes d'âge des deux sexes, ce sont les hommes âgés de 18 à 24 ans qui écoutent le moins la télévision, suivis des enfants et des adolescents. Au cours des années 1990, les baisses du temps d'écoute les plus remarquables ont été déclarées par les enfants et les jeunes adultes (hommes et femmes âgés de 18 à 24 ans). La plus faible baisse est survenue chez les femmes de 25 ans et plus. Ces variations sont venues creuser l'écart qui existe entre la moyenne d'écoute des plus jeunes et celle des plus âgés.

Les drames et les comédies d'origine étrangère sont les émissions les plus écoutées

Les Canadiens ont consacré 62 % de leur temps d'écoute aux émissions étrangères (largement américaines), soit la même proportion par rapport à 1998. Cependant, cela n'est pas vrai pour les deux groupes linguistiques du pays. En effet, les émissions canadiennes ont accaparé 66 % des heures d'écoute des francophones, alors que pour les anglophones, cette proportion était de 28 %.

Parmi tous les genres d'émissions, à l'automne 1999, les plus écoutées ont été les drames et les comédies combinées (40 %), suivies des émissions d'actualités et d'affaires publiques (23 %). Ces préférences quant au choix des genres d'émissions sont relativement les mêmes pour les anglophones et les francophones. Cependant, la différence entre les deux groupes était considérable quant au contenu (canadien ou étranger) des émissions.

Répartition des heures d'écoute de la télévision — francophones âgés de 2 ans et plus Automne 1999

Genre d'émission	Toutes les stations de télévision		Total
	Émissions canadiennes	Émissions étrangères	
%			
Actualités et affaires publiques	28,0	1,2	29,2
Documentaire	1,4	0,9	2,3
Instruction:			
Académique	2,3	0,3	2,6
Sociale/récréative	0,5	0,5	1,0
Religion	0,3	--	0,3
Sports	3,6	1,1	4,7
Variétés et jeux	12,7	2,1	14,8
Musique et danse	0,5	0,3	0,8
Comédie	2,2	5,3	7,4
Drame	14,4	16,4	30,8
Autre/inconnu			
Magnétoscope	-	3,9	3,9
Autre	-	2,3	2,3
Total	65,9	34,1	100,0

- Néant ou zéro.

-- Nombres infimes.

Note: Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Répartition des heures d'écoute de la télévision — anglophones âgés de 2 ans et plus Automne 1999

Genre d'émission	Toutes les stations de télévision		Total
	Émissions canadiennes	Émissions étrangères	
%			
Actualités et affaires publiques	14,7	5,8	20,5
Documentaire	0,7	2,6	3,3
Instruction:			
Académique	0,8	1,4	2,2
Sociale/récréative	0,3	0,8	1,1
Religion	0,1	0,1	0,3
Sports	5,7	4,0	9,7
Variétés et jeux	1,2	9,6	10,8
Musique et danse	0,9	0,5	1,4
Comédie	0,5	12,1	12,6
Drame	3,4	25,4	28,9
Autre/inconnu			
Magnétoscope	-	5,7	5,7
Autre	-	3,6	3,6
Total	28,4	71,6	100,0

- Néant ou zéro.

-- Nombres infimes.

Note: Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Au chapitre des drames et comédies, les émissions d'origine étrangère représentaient une très forte proportion (90 %) de l'écoute des anglophones, par rapport à 57 % chez les francophones.

En ce qui concerne les émissions d'actualités et d'affaires publiques, 80 % des heures d'écoute étaient consacrées aux émissions d'origine canadienne. Cette proportion était encore plus remarquable chez les francophones. En effet, 96 % de leur temps d'écoute dédié aux émissions d'actualités et d'affaires publiques l'était pour celles d'origine canadienne.

Cet écart du nombre d'heures d'écoute des deux groupes linguistiques peut être en partie attribuable au fait que les francophones n'ont pas dans leur langue un aussi grand choix d'émissions étrangères que les anglophones, qui eux ont accès aux chaînes américaines.

La télévision payante et les services spécialisés sont de plus en plus populaires au détriment des stations conventionnelles

L'augmentation de l'accès à la télévision payante et aux services spécialisés, combinée avec la diversification des services disponibles, a certainement contribué à fragmenter le temps d'écoute des stations conventionnelles. La part des stations conventionnelles américaines a chuté, passant de 19 % en 1990 à 12 % en 1999. Une partie de cette baisse est attribuable aux services spécialisés américains, qui ont vu leur part d'écoute passer de seulement 1 % en 1990 à près de 8 % en 1999.

Les stations conventionnelles canadiennes sont demeurées les stations les plus écoutées. Néanmoins, l'écoute des ces stations n'a cessé de diminuer, passant de 69 % en 1990 à 55 % en 1999.

La télévision payante et les services spécialisés canadiens sont sortis vainqueurs de ce changement d'environnement. En effet, le nombre d'heures d'écoute de ces derniers a augmenté de façon remarquable pour atteindre près de 18 % de l'écoute totale des Canadiens à l'automne 1999. Au début de la décennie, cette proportion n'était que de 6 %.

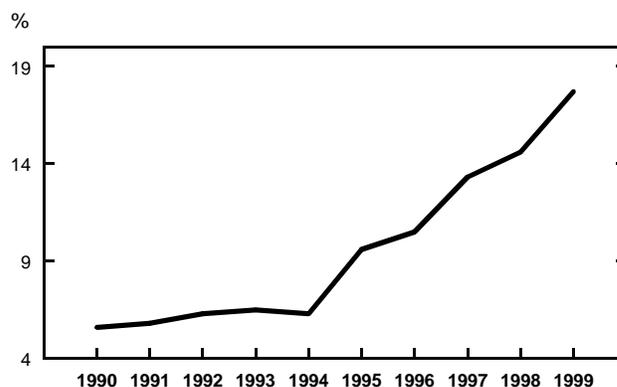
La concurrence entre les stations de télévision conventionnelles et les nouveaux services de distribution alternatifs a pris des ampleurs différentes d'un segment de la population canadienne à l'autre. En effet, le marché francophone n'a pas été aussi séduit que le marché anglophone par les autres services alternatifs. Cependant, ce sont surtout les stations conventionnelles américaines qui ont eu le moins de succès auprès des francophones. Ces stations représentaient seulement 3 % des heures d'écoute totale des francophones, ce qui a permis aux stations

de télévision conventionnelles canadiennes d'obtenir la plus grande part de leur temps d'écoute. Néanmoins, ces dernières stations ont quand même souffert de cette concurrence, puisque leur part sur le marché francophone a chuté, passant de 86 % en 1990 à 76 % en 1999.

Cette forte domination des stations de télévision conventionnelles canadiennes auprès des francophones se transpose très clairement à l'échelle provinciale. Au Québec, province majoritairement francophone, la part des heures d'écoute des stations de télévision conventionnelles canadiennes s'établissait à 74 %; ce pourcentage était de 84 % en 1990.

Pour le marché anglophone, en plus des stations américaines, la télévision payante et les services spécialisés canadiens livrent aussi une forte concurrence aux stations de télévision conventionnelles canadiennes, dont la proportion d'écoute est passée de 62 % en 1990 à 48 % en 1999.

L'écoute de la télévision payante et des services spécialisés canadiens continue de croître



Étant donné que les données de Sondages BBM (source des données de base de la présente analyse) ont connu un changement dans leur traitement, ces résultats ne sont pas entièrement comparables avec les données publiées antérieurement par Statistique Canada.

Un sommaire des changements est disponible dans le document *Changements apportés au système de traitement des données de Sondages BBM - Automne 1999*, qui est accessible dans le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca) sous *Concepts, définitions et méthodes*, puis *Documents sur la qualité des données et la méthodologie* et *Documents sur la méthodologie*. Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la

qualité des données, communiquez avec Lotfi Chahdi
au (613) 951-3136 (*chahlot@statcan.ca*), Culture,

Tourisme et Centre de la statistique de l'éducation.
Télécopieur: (613) 951-9040.

Nombre moyen d'heures d'écoute hebdomadaire, selon la province, le groupe d'âge et le sexe
Automne 1999

	Canada	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc			Ontario	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.
						Anglais	Français	Total					
Population totale	21,6	24,5	20,7	22,1	22,9	20,7	25,5	24,7	20,5	20,3	20,8	19,6	20,7
Hommes													
18 ans et plus	20,9	23,2	20,0	21,5	21,8	19,7	24,1	23,4	19,6	19,7	20,0	19,3	21,3
18 à 24 ans	13,8	12,8	7,9	13,6	13,1	14,6	13,9	14,0	13,6	11,1	13,9	14,0	14,8
25 à 34 ans	17,5	20,6	17,3	20,6	19,9	15,1	19,1	18,6	16,6	16,1	18,4	16,5	17,6
35 à 49 ans	18,6	23,6	18,8	19,4	18,6	17,6	21,9	21,2	17,1	17,2	16,8	17,6	18,9
50 à 59 ans	22,4	24,5	22,5	23,4	24,8	19,9	26,1	25,0	21,3	21,0	22,8	20,0	21,2
60 ans et plus	31,5	29,8	28,3	28,7	31,1	29,8	39,0	36,9	29,0	31,1	27,7	30,6	32,3
Femmes													
18 ans et plus	25,5	29,0	24,8	25,7	26,7	24,4	30,6	29,5	24,2	24,4	24,5	23,1	23,6
18 à 24 ans	17,6	26,6	19,8	16,9	18,3	14,4	19,7	19,1	16,5	16,5	17,6	15,8	17,7
25 à 34 ans	21,0	26,1	22,5	23,2	24,7	18,1	25,2	23,7	19,2	21,7	22,7	20,7	19,4
35 à 49 ans	22,4	27,2	23,0	23,7	24,2	21,8	27,2	26,3	20,9	20,6	20,6	20,7	21,0
50 à 59 ans	27,6	28,0	24,3	26,1	27,3	25,1	32,2	30,8	28,6	26,5	24,3	24,1	21,9
60 ans et plus	35,5	36,5	30,8	32,9	34,0	34,7	43,9	42,0	33,2	32,9	33,1	33,5	33,9
Adolescents													
12 à 17 ans	15,5	16,3	13,0	16,8	17,5	15,4	16,9	16,7	15,3	14,2	15,5	15,0	14,5
Enfants													
2 à 11 ans	15,5	19,0	15,9	15,3	17,0	13,4	19,0	18,2	14,9	15,1	16,1	13,7	13,1

Note: Pour le Québec, la classification selon la langue est basée sur la langue parlée à la maison. Le total inclut les répondants qui n'ont pas répondu à cette question ou qui ont indiqué une langue autre que l'anglais ou le français.



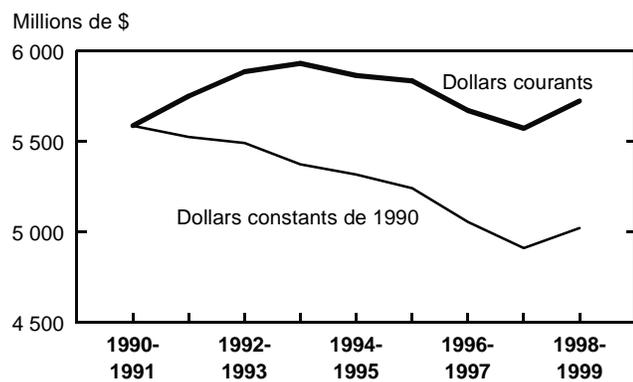
Dépenses publiques consacrées à la culture

1998-1999

Les dépenses publiques estimatives totales consacrées à la culture ont augmenté pour l'exercice 1998-1999, après quatre années consécutives de décroissance.

Les trois ordres d'administration publique ont consacré au total environ 5,7 milliards de dollars à tout ce qui touche la culture, depuis les bibliothèques et les musées jusqu'aux parcs naturels, en passant par la radiodiffusion. En dollars constants, les dépenses se sont accrues de 2,3 % par rapport à 1997-1998, soit la première augmentation réelle depuis 1990-1991. En dollars courants, elles ont augmenté de 2,7 %.

Total des dépenses publiques au chapitre de la culture



Les autres données dans le présent communiqué sont en dollars courants, sans correction pour tenir compte de l'inflation.

Les dépenses par les administrations fédérale et provinciales ou territoriales ont augmenté, tandis que celles des municipalités ont diminué. Il s'agit d'un renversement des tendances observées pendant la plus grande partie des années 1990, où les municipalités ont accru leurs dépenses culturelles, tandis que les autres ordres d'administration les diminuaient.

Le gouvernement fédéral a dépensé 2,8 milliards de dollars pour la culture en 1998-1999, soit 5,9 % de plus en dollars courants, tandis que les provinces et les territoires ont dépensé 1,9 milliard de dollars, en hausse de 9,0 %. Les dépenses des municipalités ont régressé de 7,9 %, pour s'établir à 1,4 milliard de dollars.

Note aux lecteurs

L'Enquête sur les dépenses publiques consacrées à la culture est un recensement auprès de la totalité des 29 ministères et organismes fédéraux et 180 ministères et organismes provinciaux qui font des dépenses relatives à la culture. Le présent communiqué comprend les résultats de l'exercice allant du 1^{er} avril 1998 au 31 mars 1999. Les données municipales sont fondées sur un échantillon de municipalités pour l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 1998.

Il y a trois grandes catégories de dépenses pour la culture, soit les dépenses de fonctionnement, les dépenses en capital ainsi que les subventions et les contributions. Les **dépenses de fonctionnement** représentent les coûts nécessaires au fonctionnement des ministères et organismes culturels. Les **dépenses en capital** portent sur la construction et l'acquisition d'immeubles, de machines et de matériel ainsi que sur l'acquisition de terrains. Les **subventions** et les **contributions** représentent l'aide financière versée aux artistes et aux organismes du secteur culturel. Les dépenses publiques pour la culture sont principalement financées par des affectations de fonds publics, mais également par des recettes provenant d'autres sources, comme la publicité.

Pour la comparaison dans le temps, certains chiffres antérieurs à 1998-1999 ont été révisés.

Sauf indication contraire, toutes les valeurs sont exprimées en dollars courants sans rajustement pour tenir compte de l'inflation. S'il y a eu rajustement pour l'inflation (les montants étant exprimés en dollars constants), c'est l'indice implicite des prix pour les dépenses publiques courantes pour les biens et services qui a été utilisé.

Dépenses publiques au chapitre de la culture par habitant 1998-1999

	Fédérales	Provinciales et territoriales	Municipales ¹
	en \$		
Canada	93²	62	45
Terre-Neuve	74	66	20
Île-du-Prince-Édouard	123	74	11
Nouvelle-Écosse	99	72	34
Nouveau-Brunswick	65	52	25
Québec	126	89	30
Ontario	98	43	47
Manitoba	59	75	46
Saskatchewan	43	68	60
Alberta	45	45	52
Colombie-Britannique	38	71	69
Yukon	467	347	17
Territoires du Nord-Ouest	457	146	25

¹ Les dépenses municipales sont établies en fonction de l'année civile.

² Comprennent aussi les dépenses non réparties.

Les municipalités ont consacré à la culture 45 \$ par habitant en 1998. Il s'agit du même montant qu'au début de la décennie. Au cours de cette même

période, toutefois, les dépenses fédérales ont baissé de 11 \$ pour s'établir à 93 \$ par habitant, tandis que les dépenses des provinces et des territoires ont fléchi de 2 \$ pour s'établir à 62 \$ par habitant.

La hausse des dépenses fédérales met un terme aux diminutions observées depuis le début des années 1990

L'augmentation de 5,9 % des dépenses fédérales pour la culture en 1998-1999 ont mis un terme au recul entamé en 1991-1992. Bien que les dépenses aient augmenté en 1994-1995 et en 1995-1996, ces hausses ont été principalement attribuables aux paiements de départ liés à la réduction des effectifs dans les ministères et organismes culturels fédéraux. Les dépenses ont crû en 1998-1999 dans les trois catégories fédérales de dépenses, soit les dépenses de fonctionnement, les dépenses en capital ainsi que les subventions et les contributions.

Le montant de 2,1 milliards de dollars attribué aux budgets des ministères et aux budgets de fonctionnement en 1998-1999 correspondait à quelque 73 % du budget culturel fédéral total. Après avoir diminué à un rythme moyen annuel d'environ 1,5 % depuis sept ans, les budgets de fonctionnement se sont accrus de 2,2 % en 1998-1999, mais ils étaient quand même de 8,0 % inférieurs au sommet atteint en 1990-1991.

Les augmentations en pourcentage les plus élevées des budgets de fonctionnement fédéraux se sont produites à l'Île-du-Prince-Édouard (+20,6 %), au Nouveau-Brunswick (+11,9 %) et au Québec (+11,4 %), en raison surtout de la hausse des dépenses pour la radiodiffusion. Dans six provinces et territoires, les budgets de fonctionnement fédéraux ont diminué, les baisses les plus marquées étant survenues en Nouvelle-Écosse (-7,2%) et à Terre-Neuve (-5,5 %). Cette situation s'explique surtout par la baisse des dépenses de fonctionnement pour les activités patrimoniales.

Pour ce qui est des dépenses de fonctionnement des ministères par activité culturelle, la radiodiffusion a accaparé près des deux tiers de tout le budget fédéral de fonctionnement. La hausse de 2,9 % dans ce secteur a été attribuable surtout à la croissance des dépenses au Québec. Les activités patrimoniales, qui accaparent environ le quart du budget fédéral total de fonctionnement consacré à la culture, ont aussi augmenté (+2,6 %) en 1998-1999. Les dépenses au Québec ont beaucoup contribué à la croissance.

Les subventions, les contributions et autres transferts du gouvernement fédéral aux artistes et aux organismes culturels ont connu une progression de 15,3 % pour atteindre 513,2 millions de dollars en 1998-1999. Il s'agit de la troisième année consécutive

de croissance après trois années consécutives de décroissance. Les subventions et les contributions ont représenté près du cinquième du budget culturel fédéral total en 1998-1999. Les secteurs qui ont bénéficié le plus de la hausse ont été les activités patrimoniales, les arts d'interprétation et la radiodiffusion. Il y a eu augmentation des subventions et des contributions dans l'ensemble des provinces et territoires, sauf à l'Île-du-Prince-Édouard et dans les Territoires du Nord-Ouest.

Les dépenses en capital se sont élevées à 259,1 millions de dollars, soit 9 % des dépenses culturelles fédérales totales. Après avoir diminué graduellement durant les trois années précédentes, les dépenses en capital ont fait un bond de 20,8 % en 1998-1999. Vu leur nature, les dépenses en capital présentent des écarts très marqués qui s'expliquent par la taille de chacun des projets. Ces dépenses ont monté en grande partie en raison des sommes consacrées aux parcs naturels en Colombie-Britannique et aux secteurs de la radiodiffusion au Québec et en Ontario, où est située la plus grande partie des installations fédérales de production en radiodiffusion.

Première augmentation en six ans des dépenses provinciales et territoriales pour la culture

Les dépenses culturelles totales des provinces et des territoires ont augmenté en 1998-1999 après cinq années consécutives de décroissance à un taux moyen annuel estimé de 2,6 %. Le montant de 1,9 milliard de dollars dépensé en 1998-1999 était quand même inférieur de 4,5 % au sommet de 1992-1993.

La plupart des changements en ce qui concerne les dépenses des provinces et des territoires au cours des années 1990 peuvent s'expliquer par les caractéristiques des dépenses en Ontario, au Québec et en Alberta. Les dépenses dans l'ensemble des autres provinces et territoires sont restées relativement stables ou ont peu fluctué au cours de cette période.

Le plus gros poste de dépense des provinces et des territoires au chapitre de la culture en 1998-1999 a été le budget de fonctionnement des ministères, soit 673,0 millions de dollars, en hausse de 2,6 % par rapport à l'exercice 1997-1998. La situation s'explique principalement par la hausse des dépenses dans le secteur du patrimoine en Ontario, en Alberta et au Nouveau-Brunswick.

Au deuxième rang des postes de dépense, il y a eu un montant de 668,6 millions de dollars pour les bibliothèques, qui était constitué à la fois de subventions et de transferts destinés au fonctionnement et aux immobilisations, en hausse de 4,2 % après plusieurs années de décroissance. C'est ainsi que le tiers des pertes environ a pu être récupéré depuis le sommet de 1993-1994, grâce surtout au Québec, à l'Ontario,

à l'Alberta et à la Colombie-Britannique. Environ le quart des dépenses des provinces et des territoires pour les bibliothèques ont consisté en transferts aux administrations municipales.

La variation en pourcentage la plus marquée dans les dépenses provinciales et territoriales s'est produite pour les subventions de fonctionnement, les contributions et les transferts destinés aux artistes et aux organismes culturels, à l'exclusion des bibliothèques. Le montant total de 398,7 millions de dollars a été supérieur de 27,9 % à celui de 1997-1998, après cinq années de décroissance. L'Ontario et le Québec ont été encore une fois les causes principales de ce changement.

Les subventions et les contributions en capital pour la construction et l'agrandissement des installations culturelles ont augmenté pour une troisième année consécutive. Le montant de 89,7 millions de dollars déclaré en 1998-1999 était supérieur de 26,6 % à l'exercice précédent. Les contributions du Québec aux installations de radiodiffusion, aux organismes d'arts d'interprétation, ainsi qu'au secteur du cinéma et du vidéo, expliquent dans une large mesure cette progression. Toutefois, l'expiration d'un programme fédéral-provincial pour le développement de ressources patrimoniales à Terre-Neuve a contribué à la baisse de 6,6 % des subventions en capital au secteur patrimonial.

Les dépenses en capital des provinces et des territoires se sont accrues de 13,5 % pour atteindre 55,5 millions de dollars en 1998-1999. Ce montant ne représentait toutefois que 3 % de leur budget total pour la culture.

Première baisse marquée des dépenses des municipalités au chapitre de la culture en 14 ans

La chute de 7,9 % des dépenses des municipalités consacrées à la culture en 1998, qui se sont situées à 1,4 milliard de dollars, a représenté la première diminution importante en 14 ans. Les bibliothèques arrivent en tête des dépenses culturelles municipales, représentant environ les quatre cinquièmes du total. En 1998, les budgets de fonctionnement des bibliothèques ont reculé pour la première fois en 14 ans, soit de 4,3 %. Les réductions dans les budgets des bibliothèques ont beaucoup contribué à la réduction en 1998 de l'ensemble des dépenses culturelles des municipalités dans la plupart des provinces et des territoires.

Ce sont les municipalités du Québec qui ont signalé la plus forte baisse des dépenses culturelles (-19,3 %),

suivies de celles de l'Ontario (-9,3 %). Les dépenses municipales ont augmenté en Alberta (+11,1 %), en Saskatchewan (+6,6 %) et en Nouvelle-Écosse (+4,9 %), en raison principalement de la hausse des dépenses pour les bibliothèques et pour les activités patrimoniales.

Pour ce qui est des dépenses en capital, les municipalités ont affecté un montant de 64,1 millions de dollars à des projets d'immobilisations pour les bibliothèques en 1998, soit la moitié des 122,6 millions de l'exercice précédent. Ce montant pour 1997 a été par ailleurs près de deux fois plus élevé que celui de 1996 d'environ 64,1 millions de dollars.

Dépenses publiques au chapitre de la culture

	1990-1991	1993-1994	1995-1996	1997-1998	1998-1999	1997-1998 à 1998-1999 var. en %
	millions de \$					
Administration fédérale	2 893	2 832	2 923	2 668	2 825	5,9
Administrations provinciales et territoriales	1 778	1 939	1 801	1 730	1 886	9,0
Administrations municipales ¹	1 237	1 413	1 420	1 479	1 362	-7,9
Toutes les administrations publiques ² (en dollars courants)	5 587	5 833	5 836	5 573	5 725	2,7
Toutes les administrations publiques ² (en dollars constants de 1990)	5 587	5 373	5 241	4 910	5 021	2,3

¹ Les dépenses municipales sont établies en fonction de l'année civile. Par exemple, l'exercice 1998-1999 correspond à la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 1998.

² Ces dépenses n'incluent pas les transferts entre les administrations publiques, d'où l'impossibilité de les calculer en additionnant les chiffres des trois rangées qui précèdent.

Certaines données tirées de l'Enquête sur les dépenses publiques au titre de la culture sont maintenant offertes en tableaux dans *Dépenses publiques au titre de la culture, 1998-1999* (87F0001XPB, 50 \$). Les données de cette enquête sont également présentées par province et par territoire. On peut obtenir des totalisations spéciales sur paiement des frais de production.

Pour plus de renseignements, pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données ou pour commander des totalisations courantes ou spéciales, communiquez avec Norman Verma au (613) 951-6863 (vermnor@statcan.ca), Programme de la statistique culturelle. Télécopieur: (613) 951-9040. ■

AUTRES COMMUNIQUÉS

Acier en formes primaires

Semaine se terminant le 20 janvier 2001 (données provisoires)

La production d'acier en formes primaires pour la semaine se terminant le 20 janvier a atteint 276 543 tonnes métriques, en hausse de 1,2 % par rapport aux 273 241 tonnes de la semaine précédente, mais en baisse de 10,7 % par rapport aux 309 689 tonnes de la semaine correspondante de 2000. Le total cumulatif au 20 janvier 2001 est de 770 521 tonnes, en diminution de 19,1 % comparativement aux 951 707 tonnes produites au cours de la même période en 2000.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Jean-Marie Houle au (613) 951-4925 (houlejm@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Contreplaqués de construction

Novembre 2000

Les usines canadiennes ont produit 123 737 mètres cubes de contreplaqués de construction en novembre, en baisse de 2,8 % par rapport aux 127 354 mètres cubes produits en novembre 1999.

La production cumulative pour l'année 2000 s'est chiffrée à 1 423 594 mètres cubes, en hausse de 0,9 % comparativement aux 1 410 732 mètres cubes produits durant la même période en 1999.

Données stockées dans CANSIM: matrice 122 (niveau 1).

Le numéro de novembre 2000 de *Contreplaqués de construction* (35-001-XIB, 5 \$ / 47 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Gilles Simard au (613) 951-3516 (simales@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Scieries et ateliers de rabotage

Novembre 2000

La production de bois d'oeuvre et de traverses a atteint 5 865,7 milliers de mètres cubes en novembre, en baisse de 0,1 % par rapport aux 5 873,4 milliers de mètres cubes produits en novembre 1999.

La production cumulative pour l'année 2000 s'est chiffrée à 63 910,8 milliers de mètres cubes, en hausse de 0,8 % par rapport aux 63 398,7 milliers de mètres cubes produits au cours de la même période en 1999.

Données stockées dans CANSIM: matrices 53 et 122 (série 2).

Le numéro de novembre 2000 de la publication *Scieries et ateliers de rabotage* (35-003-XIB, 9 \$ / 86 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Gilles Simard au (613) 951-3516 (simales@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Catalogue de la géographie de 1997

Recensement de 1996

Le *Catalogue de la géographie de 1997, recensement de 1996 (produits de la géographie: produits de référence géographique)*, qui était auparavant disponible en format papier, est maintenant offert en format PDF.

Ce catalogue fournit des renseignements sur les produits et services géographiques offerts par Statistique Canada. Il contient une brève description, le coût, le support et le numéro au catalogue des produits et services.

Le *Catalogue de la géographie de 1997, recensement de 1996 (produits de la géographie: produits de référence géographique)* (92-374-XIF, gratuit) est maintenant accessible dans le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca), sous *Produits et services*, puis *Publications gratuites*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Alex Nadeau au (613) 951-4309 (geohelp@statcan.ca), Division de la géographie. ■

NOUVEAUX PRODUITS

Enquête mensuelle sur les industries manufacturières, novembre 2000
Numéro au catalogue: **31-001-XPB** (20\$/196\$).

Contreplaqués de construction, novembre 2000
Numéro au catalogue: **35-001-XIB** (5\$/47\$).

Scieries et ateliers de rabotage, novembre 2000
Numéro au catalogue: **35-003-XIB** (9\$/86\$).

Commerce de détail, novembre 2000
Numéro au catalogue: **63-005-XIB** (16\$/155\$).

Importations par marchandise, novembre 2000
Numéro au catalogue: **65-007-XMB** (37\$/361\$).

Importations par marchandise, novembre 2000
Numéro au catalogue: **65-007-XPB** (78\$/773\$).

Dépenses publiques au titre de la culture, 1998-1999
Numéro au catalogue: **87F0001XPB** (50\$).

Catalogue de la géographie de 1997, recensement de 1996 (produits de la géographie: produits de référence géographique), 1997
Numéro au catalogue: **92-374-XIF**
(Gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par: -XIB ou -XIF représentent la version électronique en vente sur Internet, -XMB ou -XMF, la version micro-fiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB, la version électronique sur disquette et -XCB, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander les produits par téléphone:

Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez:	1 800 267-6677
Pour les autres pays, composez:	1 613 951-7277
Pour envoyer votre commande par télécopieur:	1 877 287-4369
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte:	1 800 700-1033

Pour commander par la poste, écrivez à: Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet: écrivez à order@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca), sous les rubriques *Produits et services*, *Publications téléchargeables*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001F (anglais) 11-0210 (1994-03-04/04/01)



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 5 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

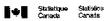
PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
Malgré la pénurie associée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recourus. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque six déplacements en utilisant les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
À l'égard de la croissance de la main-d'œuvre et des emplois, le hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 fut, contrairement à ce qui semblait probable.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 10
- Revenu sur les anticipations à court terme 10
- État de l'économie mondiale, septembre 1997 et le 31 mai 1997 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12




Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001F.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à lstproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Rédactrice: Julie Bélanger (613) 951-1187, belajul@statcan.ca

Chef de la Diffusion officielle: Madeleine Simard (613) 951-1088, simamad@statcan.ca

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2001. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.